tantôt—améliore un peu le texte de loi. Toutefois, si nous n'acceptons pas la loi comme telle, ce n'est pas parce que nous acceptons l'avortement, si la vie de la mère ou sa santé est en danger. Nous sommes opposés à cela, nous voulons que la nature soit respectée.

Ce n'est pas le psychiatre, le ministre de la Justice ou le premier ministre du Canada qui ont créé la nature. Elle a été créée par un être supérieur, qui n'est pas le ministre de la Justice. Alors, il s'agit de se conformer à cette nature. Il y a des hauts et des bas, des malheurs, des mortalités, c'est entendu!

Il n'y a pas seulement chez les mères de famille qu'il y a de la mortalité. Je me demande si l'honorable ministre ne nous présentera pas, éventuellement, un autre bill ayant trait à la paternité, afin de prendre la part des pères de famille du «sexes masculin».

Au nom de la civilisation, on perd la boule. Au nom de la civilisation, on ne sait plus quoi faire. Au nom de la civilisation, on se laisse pousser par toutes sortes d'organismes ou d'organisations absolument inconnus du peuple canadien, inconnus du Parlement. Quelques-uns seulement sont au courant; les autres ne le sont pas.

Il est rare de voir des députés ministériels se lever, comme l'honorable député de Montmorency l'a fait, et prendre carrément position en faveur de l'amendement de l'honorable député de Notre-Dame-de-Grâce. L'honorable ministre ne semble pas bien content de cette attitude d'un député libéral et ne semble pas content non plus de l'appui de l'honorable député de Montmorency en ce qui concerne cet amendement, parce qu'il ne veut pas amender la loi.

On présente le bill et l'on dit: Suivez et votez en faveur du paquet. Il s'agit d'un «package deal», comme on dit en anglais.

Monsieur l'Orateur, les quelques députés libéraux qui se lèvent seront approuvés par la population, plus que ceux qui restent soudés à leur siège, voire même collés à leur siège avec de la colle Lepage. C'est évident! Ils le seront aussi par les gens de la province de Québec, car ce n'est pas une question de religion. Nous sommes des catholiques, oui, mais nous avons reçu les témoignages de gens qui ne le sont pas et qui s'opposent avec force à ce projet de loi, à ces affirmations, à l'effet que «la vie de la mère est en danger ou que sa santé sera directement ou gravement altérée».

Monsieur l'Orateur, ce n'est pas une question de religion seulement; c'est une question de morale chrétienne. Des chrétiens, il n'y en a pas uniquement chez les catholiques; il y en a à la grandeur du pays.

Nous croyons sincèrement que le gouvernement n'a pas le droit d'ouvrir des portes qui entraîneront des abus, des avortements pas trop raisonnables. Le gouvernement est au courant de cela. Le ministre l'est aussi et, malgré cela, il est bon, il endure. Assis à son pupitre, il écoute, il pense et il nous traite de médecins, de temps en temps. Ce n'est pas du tout au nom de la médecine que nous parlons; c'est au nom de la vie, qu'aucun homme n'a le droit d'attaquer. Cette vie-là, qu'elle soit embryonnaire, elle est vie, à ce moment-là, et pendant toute l'existence. L'illogisme d'un tel projet de loi, c'est qu'on est prêt à permettre le meurtre.

On nous demande, dans le Code criminel, de sauver de la corde ceux qui en ont tué d'autres. Mais ceux qui s'en viennent ou qui doivent venir au monde, ceux-là, arrêtons-les, sous prétexte «que la vie de la mère est en danger ou que sa santé sera gravement atteinte».

Or, le ministre de la Justice et moi-même ne connaissons quoi que ce soit à ce sujet. Au fait, les médecins ne s'entendent même pas. Le député de Hull (M. Isabelle), médecin, dit quelque chose et un autre médecin, qui a fait son cours en même temps que lui, dit le contraire.

Quand on parle comme libéral au lieu de parler comme médecin, on perd sa médecine, à ce moment-là.

L'hon. M. Turner: Quand on parle de crédit, qu'est-ce qu'on perd? Le crédit?

Une voix: On travaille pour la patrie.

M. Caouette: Si l'on perd le crédit, on travaille quand même pour son pays, et si le crédit est perdu, cela ne dépend pas du Ralliement créditiste, mais des libéraux, car ce sont eux qui jouent avec le crédit. Le crédit de toute la nation! Le crédit de toute la nation bon pour les autres!

Monsieur l'Orateur, ce sont là les quelques remarques que j'avais à faire sur cette question, parce que je ne crois pas que personne puisse établir clairement qu'une mère de famille mourra à la suite d'un accouchement.

Monsieur l'Orateur, il y a toujours une chose: c'est qu'on n'est jamais sûr, pas même les plus grands savants. Alors, comment parvenir à établir clairement que la mère mourra? D'ailleurs, ce n'est ni le médecin, ni personne qui décide de l'endroit ou du temps où quelqu'un mourra.

Alors, à ce moment-là, je crois que le ministre de la Justice, qui parraine ce bill, devrait y renoncer aussi simplement que cela et ne pas passer son temps à dire que nous voulons pratiquer l'obstruction systématique au Parlement, comme le disait ce midi le président du Conseil privé (M. Macdonald).